

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-voyage-en-pays-indien>

Venezuela, voyage en pays indien.

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 3 août 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alexis Lemoine et Maurice Lemoine

[Le Monde Diplomatique](#). France, Juillet 2007

Et « Chávez » vint. Et la lumière fut. De son prénom Hugo, le Chávez en question avait été élu président de la République du Venezuela. L'un de ses premiers déplacements, en 1999, fut pour Saimadoyi, la petite capitale des indigènes Baris. On est là dans la Sierra de Perijá (Etat du Zulia), à l'extrême ouest du pays. Pas très loin du lac de Maracaibo, forêt de derricks sur mer d'huile (le pétrole y jaillit pour la première fois en 1922). A proximité, aussi, de la frontière colombienne. Dans les soiacas, leurs habitations de terre couvertes de palmes, les indigènes végètent misérablement. Et donc, « Chávez » surgit. « On n'avait pas de lumière, on vivait dans l'obscurité. Il a dit : "Je vais vous envoyer l'électricité." »

Le président a tenu parole, elle est là (et dans tous les hameaux des environs). De même qu'un grand terrain de basket couvert, la *cancha*, un dispensaire, une nouvelle école en construction, des bourses destinées aux étudiants, une camionnette pour désenclaver la communauté. Le tout fourni, payé, par le gouvernement bolivarien. Comme le troupeau de bovins de la communauté voisine, Bachichira. Cacique de Saimadoyi et de ses sept cents âmes, Hector Okbo Asokma ne cache pas sa gratitude : « Ce Chávez nous a regardés, les choses ont changé. On l'aime beaucoup. » Oui, mais...

Pauvre « Chávez » ! serait-on tenté d'écrire... Chaque fois qu'il résout un problème, il en surgit un autre. C'est en hélicoptère qu'en 1999 il a atterri à Saimadoyi. Du coup, il n'a pas vu la route. La piste. Enfin, ce qui en tient lieu. Lorsqu'on vient de Machiques, la ville la plus proche - environ 80 kilomètres -, voici ce qui peut survenir. Premièrement, il faut s'entasser à dix-sept dans un rustico - véhicule de la taille d'un Espace Renault - préalablement bourré de sacs, de cuvettes, de paniers, de bazar en tout genre, de roues de secours et d'une caisse à outils. Deuxièmement, trouver une position qui permette d'échapper aux crampes. Troisièmement, se détendre. Jusqu'à ce que les freins lâchent au milieu d'une pente particulièrement raide... Le rustico fendant à toute allure une profonde mare de boue qui le freine au bas du dévers, heureusement sans accident, chacun des voyageurs profite des éclaboussures entrées par les fenêtres latérales, grandes ouvertes vu qu'il fait horriblement chaud.

Repartir après la réparation effectuée sur place en « un certain temps ». Parvenir au premier río. Il a plu sur les sommets. L'eau gronde, se déverse et déborde, il faut faire demi-tour, impossible de passer à gué. Considérant le désastre d'un oeil éteint, un passager se laisse aller : « C'est chaque fois la même chose, on ne peut rien prévoir, rien planifier. »

Dans l'autre sens, de Saimadoyi vers Machiques, même problème, forcément. Que l'orage se déchaîne et plus rien ne circule. Parfois coincés entre deux ríos, les voyageurs doivent passer la nuit sur place, offerts aux moustiques de la forêt. Seule voie de transit possible, pendant « un certain temps », la montagne escarpée. A pied, ployant sous le poids des charges et des enfants en bas âge, par un improbable sentier : « Dans les moments d'urgence, quand il faut transporter un malade à l'hôpital, cela rend la vie très difficile », soupire Alvaro Akondakai Konta, indigène posé au verbe lent. D'autres se montrent moins accommodants : « Et le gouvernement national, qui dépense des millions et des millions de bolivars ! Où ça passe ? On exige une vraie route, avec des ponts ! »

Car ici, on exige. Un sacré peuple, les Baris. Très connu en Espagne, du temps de la conquista et de ce qui s'ensuivit. En ce temps-là, on les appelait « Motilones ». Très braves, très fiers, ils résistaient. A coups de lances, à volées de flèches. Leur réputation parvint jusqu'à Madrid et Séville, où l'on fredonnait : « Los indios Motilones ! / Te cortaron los cojones » - « Les indiens Motilones / T'ont coupé les c... »

Même la République n'en vint pas à bout. Elle n'avait que mépris pour ces « sauvages ». Pendant très longtemps,

tuer un indigène constitua à peine un délit. Les uns avec du plomb, les autres avec des flèches... Les Baris seront l'un des derniers groupes autochtones à se laisser approcher par les missionnaires capucins et la « civilisation ». Ils ne descendront de la montagne, n'accepteront le contact avec les créoles [1] et ne se regrouperont dans des hameaux que dans les années 1960, pas avant.

Travail communautaire, branle-bas de combat. Socialiste avant l'heure, l'indigène oeuvre collectivement. Les hommes embarquent dans la camionnette « de Chávez » et dans celle du curé - ah, oui, il y a ici un padre espagnol. Il vit avec les Baris depuis trente-deux ans. Pas révolutionnaire, mais dévoué. Direction le río Ogdavia. Rendu fou par les intempéries, il isole Saimadoyi. Puisque Caracas ne bouge pas, puisque le gouverneur ne... Pardon ? Le gouverneur du Zulia ? Bof... Personne ne connaît son nom [2]. On sait vaguement qu'il a été le candidat de l'opposition à la présidence, en décembre 2006. Il voulait remplacer « notre comandante Chávez », « mais, les indigènes, il s'en fout ; il n'a jamais rien fait pour nous ».

Dans l'eau jusqu'à la ceinture. Une tronçonneuse s'attaque au fatras jeté en vrac par les éléments, qui obstrue le lit et enfle les flots, juste en amont du gué. Chacun fait ce qu'il a à faire, petite tribu bien organisée. Abattre un arbre, puis deux. Ahaner sous des pierres plus grosses que soi. Pousser, tirer, transpirer, s'épuiser, souffler quelques minutes, repartir à l'assaut. Une journée d'un labeur éreintant pour ériger un barrage. Détourner le courant. Regarnir le gué d'un dallage de roches et de galets. La première camionnette s'élance et passe sous les applaudissements. La route est à nouveau ouverte. Pour combien de temps ?

Baris, Pemóns, Waraos, Kariñas, Chaimas, Yarabanas, Kurripacos, Yukpas, Wayuús, Hotis, Jivis... Trente-cinq peuples originaires, environ cinq cent trente-cinq mille personnes (2,1 % de la population) si l'on en croit le recensement de 2001, vivent dans les régions les plus inaccessibles et les moins peuplées du pays. En partage, une avanie commune : jusqu'à la fin des années 1990, concernant les indigènes, le Venezuela possédait le régime le plus arriéré de tout le continent.

Survient le président Chávez, élu fin 1998. Assumant l'héritage de sa grand-mère, une Pumé, il devient le plus ardent défenseur de cette population. En 1998, alors candidat, il a pris l'« engagement de solder la dette historique » de l'Etat à son égard. En convoquant une Assemblée constituante en 1999, la nouvelle élite bolivarienne ouvre un espace d'action collective [3]. Certes, depuis les Wayuús des centres urbains, assimilés, jusqu'aux Yanomanis de la jungle amazonienne, sans contact avec le reste de la société, les amérindiens ont des niveaux d'intégration très distincts. Relativement jeunes, isolées des autres secteurs sociaux, leurs organisations souffrent de divisions. Certaines, surtout celles des Wayuús vivant à Maracaibo, sont affiliées aux partis traditionnels (Action démocratique, en particulier). Il y a comme un flottement...

Le Venezuela n'a rien de l'Equateur ni de la Bolivie, où de puissants mouvements indigènes ont régulièrement bouleversé la vie politique. « Ici, l'espace a été ouvert par les créoles, pas par leur pression, note, à Maracaibo, le sociologue et anthropologue Daniel Castro. Toutefois, la reconstruction du pays entreprise par Chávez a réveillé chez eux de vieilles attentes concernant la récupération des terres, la défense de leur mode de vie... » Le fait qu'on les invite à participer à la rédaction de la Constitution crée une dynamique chez les Indiens. Les 17 et 18 juillet 1999, les six cents délégués du Conseil national indigène du Venezuela (Conive) élisent leurs trois représentants à l'Assemblée constituante. Ceux-ci rejoignent les cent vingt-huit délégués créoles, avec des propositions concrètes élaborées par la base. Il s'agit maintenant de les faire adopter.

La résistance la plus importante provient des secteurs économiques intéressés par l'exploitation des ressources naturelles et, leur servant de caisse de résonance, de l'ensemble des médias. En un mot, de l'opposition. Côté « chaviste », la commission sécurité et défense, composée d'anciens officiers, dénonce une possible atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de la nation. Relayée elle aussi par le chœur éditorial et télévisé. Discussions conflictuelles, fort débat. Finalement, le 3 novembre, le texte « Droits des peuples indigènes » est approuvé. Il

constituera la matrice du chapitre VIII de la Constitution bolivarienne, ratifiée le 15 décembre, lors d'un référendum, par 71 % des Vénézuéliens (60 % de participation). En matière de droits indigènes, la version la plus progressiste de toutes les Amériques. Aux pratiques paternalistes (dans le meilleur des cas) se substitue une politique de reconnaissance et de participation (voir « De nouveaux droits »).

Tucupita, morne bled. Ici s'arrête la route pour faire place au grand delta Amacuro par lequel l'Orénoque se jette dans l'Atlantique, dans le nord-est du pays. Un gigantesque labyrinthe de caños - canaux - y strie la jungle et la mangrove, en territoire warao. Nénuphars et autres plantes aquatiques dérivent lentement au fil de l'eau. La nuit tombe, ils disparaissent peu à peu. Les oiseaux se sont tus. Au milieu du fleuve, dans un grondement de moteur, la pirogue fonce à travers l'obscurité.

Un petit bouquet de faibles lumières : Guarakajara de la Horqueta. Un débarcadère se dessine au pied de chaque palafito - carbet monté sur pilotis. Pas de murs. Un long toit de palmes de temiche descend sur les côtés. A proximité, un groupe électrogène ronronne sans à-coups. Jeune Warao de Tucupita, José Gregorio Aramillo sourit : « Toutes les communautés doivent avoir l'électricité, a dit le président. Le téléphone aussi (du doigt, il en montre un, posé sur une étagère). Les gens commencent à s'appeler d'un endroit à l'autre. Grâce à ce gouvernement, il y a eu beaucoup de changements. Mais on reste waraos : il faut préserver la langue et le mode de vie. » Redoutable défi. Assis sur le plancher en troncs de palmiers manaca, une vingtaine d'indigènes hypnotisés contemplent un téléviseur relié à un lecteur de DVD. Sur l'écran, strings et mini-soutiens-gorge, les chanteuses du groupe équatorien Caramelos calientes (« caramels chauds ») jouent lascivement des hanches et des seins.

Près de cinq cents habitants à Guarakajara. L'artisanat, la petite plantation - le conuco -, la chasse et la pêche. A l'origine, les Waraos - les « maîtres de la pirogue » - nomadisaient. Depuis quelques années, ils se sédentarisent. Les calebasses ont laissé la place aux cuvettes en plastique, les arcs aux fusils. Les ressources locales s'épuisent, entraînant la malnutrition. Certains dépendent d'un salaire - d'où les téléviseurs -, employés à l'école, au dispensaire. D'autres, de rien. « Il n'y a pas de travail, on ne nous aide pas. » Un nouveau mode de vie partiellement intégré. Tout en dissertant à n'en plus finir sur la forêt, le fleuve, la nature, l'environnement, on balance dans l'eau, au pied de l'habitation, déchets, bidons, sacs et bouteilles en plastique... Un cloaque nauséabond.

Non que le delta ait été abandonné à son triste sort. « Beaucoup de moteurs hors-bord ont été donnés par le gouvernement, facilitant le transport d'un endroit à l'autre », constate un Warao. Créés en 2006 pour permettre à la population d'exprimer ses besoins, de les faire remonter aux autorités compétentes et d'en gérer eux-mêmes les budgets, les conseils communaux ont reçu des crédits. Ici ? Desirios Silva lance un petit sourire en guise de réponse. « On a élu le nôtre et j'en suis le responsable. C'est nouveau, c'est bien. Mais je n'ai pas étudié, je ne sais pas rédiger un projet. » Et, en apparence, il ne se passe rien.

En apparence seulement. Coordinatrice du Ministère du pouvoir populaire et du développement social (Minpares), Maria Chavy sillonne dans une gerbe d'écume les quatre municipios du delta - Tucupita, Casa Coíma, Antonio Díaz et Pedernales. Elle a pour tâche de former et de renforcer les institutions locales. Avec des succès : à travers leurs conseils communaux, les dix-neuf communautés entièrement indigènes du municipio Pedernales ont pu développer leurs projets socioproductifs - pêche, culture, artisanat. Avec des zones d'ombre, comme à Guarakajara. « Par nature, les Waraos sont déjà organisés. Mais ils ont une culture orale. Notre rôle est de leur apprendre à communiquer avec les institutions et de préparer celles-ci à leur donner une réponse. » Une tâche immense. Tant de retards accumulés, et depuis tant d'années. Et tant d'obstacles, malgré la volonté politique manifeste du gouvernement. « Dans de nombreuses circonstances, nous heurtons aux politiqueros [politiciens], qui s'introduisent dans les communautés et y dénaturent les projets. En d'autres occasions, malheureusement, les ressources ne profitent qu'à quelques-uns... »

En finir avec les mythes. « Le fait d'être indigène n'implique pas qu'on est parfait, sourit Castro. La corruption et les

conflits existent aussi dans cet univers-là. » Ainsi, dans le delta, à La Culebrita. Le fleuve et les pirogues. Les palafitos. Les projets du conseil communal, en cours de réalisation : dix embarcations et des filets pour relancer la pêche artisanale, des crédits pour ériger des latrines dignes de ce nom. L'électricité (et Chávez vint...). L'électricité, justement : un groupe électrogène fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, que fournit en gazole, gratuitement, subventionnée par le gouvernement, la mairie du municipio. Sauf que...

Sauf que le plantero - responsable warao de l'installation - est un voyou. « Il ne met le groupe en marche qu'à 16 heures et il l'arrête à 22 heures, prétendant que le faire fonctionner davantage l'abîmerait. Et, pour ces quelques heures, il nous fait payer le gazole... » Où passe le reste du carburant ? Le dédale aquatique du delta est propice à la contrebande. Pas très loin, au large des côtes, les îles de Trinité-et-Tobago apprécient le gazole bon marché. A La Culebrita, on est toujours aussi pauvre. Les maigres produits de l'artisanat servent maintenant à payer l'électricité...

Contradictions en tout genre. Les conseils communaux créent quelques problèmes [4]). Chez les Baris, structurés dans une démocratie assez verticale, ils correspondent à l'organisation ancestrale, ils s'intègrent naturellement. Ailleurs, comme chez les Waraos ou les Yupas, les autorités traditionnelles - cacique, conseil des anciens, chaman -, voient d'un mauvais oeil ces nouveaux responsables élus. Ils perdent de leur autorité. Des divisions apparaissent. Les indigènes de Merida se laissent intimider par des politiciens liés aux partis traditionnels, qui conservent encore un pouvoir local dans certains cas.

Par ailleurs, les conceptions qu'ont les créoles et les communautés indigènes de l'argent et du temps diffèrent profondément. Pour celles-ci, la notion d'« investissement » n'existe guère. « Ce qui fait la réussite des conseils communaux dans le pays, commente Castro, c'est qu'ils ont été pris en charge par l'organisation populaire. La situation est plus complexe chez les Indiens. Néanmoins, ceux-ci comprennent très bien ce qui se passe, et ils essaient de le traduire en fonction de leur vision. C'est beaucoup plus lent que dans le reste du pays, mais ça commence à marcher. »

Retour chez les Baris. Satisfaits. « Les gouvernements antérieurs ne faisaient rien. On a des problèmes, mais ce Chávez nous aide, pour cela on le remercie. » Mais aussi en effervescence et mécontents. Figurez-vous... La loi de démarcation des terres indigènes a été approuvée le 12 janvier 2001. On est en 2007. Comme prévu dans les textes, les indigènes ont procédé à la délimitation de leur territoire. Au terme de longues discussions avec les anciens et les chefs, les professeurs des petites écoles, les paysans, ils ont repéré les montagnes foulées par les ancêtres, les sites sacrés, les zones d'alimentation. Tout est prêt. Ils se sont même gardés d'écouter ceux qui, les poussant à la surenchère - des « écologistes » créoles se disant anarchistes -, leur suggéraient que, « dans le temps », l'habitat bari occupait toutes les terres jusqu'à Maracaibo. « Depuis la zone frontalière, Río de Oro, jusqu'au río Santa Rosa, deux mille hectares, c'est ça qu'on exige en tant que Baris. » Rien de plus, rien de moins.

Le 12 octobre 2006, les autorités leur ont promis le titre de propriété collective. « Et depuis, plus rien ! Tout s'est arrêté. » Qu'est-ce qui se passe ? Personne n'en sait rien. Certains suggèrent que, la densité de l'habitat du territoire octroyé étant très basse (environ mille six cents personnes), leur remettre ce titre serait créer un *latifundio* [5]. D'autres mettent en cause l'inertie et l'inefficacité des fonctionnaires. On parle aussi des forces armées, inquiètes de voir les Baris acquérir autant d'autonomie dans une zone frontalière avec la Colombie - particulièrement sensible pour la sécurité du pays. On évoque les grands propriétaires terriens. Mais, surtout, l'inquiétude porte un nom : entreprises minières. Celles-ci ont des raisons évidentes pour tenter d'empêcher la démarcation.

La loi dit très clairement qu'une fois les indigènes en possession de leur territoire il faudra leur demander leur avis sur la possible exploitation de ses ressources. En dernière analyse, c'est eux qui décideront. Progrès considérable. Dans le temps - « avant notre président Chávez », comme on dit ici -, amassant des bénéfices exonérés d'impôts et ne subissant aucune contrainte pour la protection de l'environnement, les compagnies minières pouvaient ravager rivières et forêts. Opposant les indigènes à la police, la garde nationale ou l'armée, les conflits, parfois violents, n'ont

pas manqué.

Les principaux Etats indigènes du pays (Amazonas, Bolívar et Zulia) abritent des réserves considérables et stratégiques : uranium, or, métaux précieux, charbon. Et les Baris le savent depuis toujours : si les politiciens et les terratenientes (propriétaires fonciers) s'intéressent à la Sierra de Perijá, des billets de banque vont pousser à la place des arbres, la grande dévastation va commencer. Pas uniquement pour eux. La sierra alimente en eau la ville de Maracaibo, qui en manque souvent cruellement.

Sous les présidences antérieures, deux mines ont déjà été ouvertes dans le nord du Zulia - Etat où vivent les Wayuús, les Baris et les Yukpas. Institutions de l'Etat liées aux multinationales, la Corporation de développement de la région de Zulia (Corpozulia) et sa filiale Carbozulia mènent campagne, y compris dans les allées du pouvoir, avec beaucoup d'argent, pour étendre l'activité. Depuis deux ans, une sourde bataille a lieu. Opposant parfois les indigènes entre eux. Les mines emploient sept mille travailleurs - exploitation, transport, exportation. De très nombreux Wayuús y sont employés. « Des ethnies qui ne défendent pas le territoire, s'emporte, le visage sombre, les yeux brillants de colère, une indigène de Karañakal, dans la Sierra de Perijá. Arrive n'importe qui, qui leur donne de l'argent, et ils se vendent. Mais le Bari n'est pas comme ça. »

A Saimadoyi, en 1999, le président a affirmé que le charbon ne sortirait pas de terre si cela affectait l'environnement. Pourtant, le retard de la démarcation a donné lieu à de curieux développements. Aux inquiétudes légitimes des indigènes s'est substituée la voix d'« écologistes » orchestrant une campagne anti-Chávez, traité de « proconsul de l'Empire » allié des transnationales. Peu nombreux, mais disposant d'une grande puissance médiatique grâce à Internet, ces groupes - parmi lesquels Homo et Natura - ont bénéficié, à l'étranger, du relais de nombreux sites progressistes, mais aussi de pages web financées par la Fondation Rockefeller. « Des gens parlant à la place des indiens, commente Castro, pour défendre leurs propres intérêts. Quand on va voir les indigènes, ils ne disent pas ça. Ils disent même parfois le contraire, ou plusieurs choses à la fois... »

C'est à travers la chaîne de télévision d'Etat Vive TV que le Venezuela a appris la chose suivante : les écologistes ne sont pas les porte-paroles des indigènes, et ceux-ci ont une voix. C'est également par ce canal que les Baris ont pu exprimer leurs préoccupations. Et qu'ils ont été entendus. Le 21 mars, sur ordre du président, la ministre de l'environnement Yubiri Ortega de Carrizalez a annoncé qu'elle interdisait l'ouverture de nouvelles mines de charbon dans le Zulia et l'agrandissement des exploitations déjà existantes. Pensant à long terme, le gouvernement envisage une stratégie de développement différente : agriculture, élevage et tourisme.

En pays indien, les réalisations se multiplient : démarcation de terres dans les Etats d'Anzoátegui et du Monagas ; remise de bateaux ambulances dans l'Amazonas, le Bolívar et l'Apure ; installation de panneaux solaires dans quelques communautés de l'Apure, pour y produire de l'électricité ; distribution de rations alimentaires dans le delta Amacuro... Parfois brouillonne, la révolution n'a pas lésiné sur la création d'organismes : Institut régional des affaires indigènes (dépendant des gouverneurs), division régionale des affaires indigènes (ministère de l'éducation), « missions » Gaicaipuro (politiques sociales destinées aux indiens), Robinsón (alphabétisation), Rivas (études secondaires), Barrio Adentro (santé), etc. A tel point que les intéressés finissent par s'y perdre, à l'image du cacique de Karañakal : « Un jour arrive un fonctionnaire, le lendemain un autre, puis encore un autre, et on n'y comprend rien... »

En 2006, pour remédier à cette situation, a été créé le Ministère du pouvoir populaire pour les peuples indigènes, avec comme ministre une indienne, Nicia Maldonado. A cette structure, et en lien avec elle, s'ajoute la désignation de coordinateurs issus des communautés. Certes, des difficultés demeurent. Mais, fait observer Castro, « il faut différencier le discours politique et ce qui se passe dans la réalité. Pas parce que c'est contradictoire, mais parce que cela se situe dans des temps différents. Sur le terrain, la réussite est forcément lente. Mais, au moins, on sait dans quelle direction on va ».

Alexis Lemoine et Maurice Lemoine.

[1] Population non indigène, blanche ou métissée.

[2] Il s'agit de M. Manuel Rosales, l'un des deux seuls gouverneurs d'oppositions (avec M. Morel Rodríguez, de l'Etat de Nueva Esparta).

[3] Cf. Violaine Bonnassies, « Les indigènes au Venezuela : une entrée en politique sous les auspices de la révolution bolivarienne », La chronique des Amériques, n° 36, Observatoire des Amériques, Montréal, novembre 2006.

[4] Lire Renaud Lambert, « Quand le peuple bouscule le "vieil Etat" vénézuélien », Manière de voir, n° 92, « Derrière les élections, quelle démocratie ? », avril-mai 2007.

[5] Grande propriété.